

Le 23 juillet 2009

L'honorable Peter Kent,  
Ministre d'État, Affaires étrangères (Amériques)  
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international  
125, rue Sussex  
Ottawa (Ontario) K1L 8A1

Monsieur le Ministre,

Par la présente, le Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA), un groupe de travail du Conseil canadien pour la coopération internationale, vous serait reconnaissant d'intervenir auprès du gouvernement du El Salvador pour qu'il mène immédiatement une enquête impartiale sur les tortures infligées à Marcelo Rivera et sur sa mort. C'était un ardent défenseur salvadorien des droits de la personne et un militant communautaire.

Le corps tuméfié de Marcelo Rivera a été retrouvé le 1<sup>er</sup> juillet – onze jours après sa disparition – lors d'une recherche effectuée tardivement par la police locale et entreprise seulement après que les leaders de la communauté eurent exhorté publiquement les hauts responsables de la sécurité à agir.

Marcelo Rivera était le représentant légal de la *Asociación de Amigos de San Isidro* (ASIC) et un militant de la *Mesa Nacional frente a la Minería metálica* – une organisation membre de l'ASIC. La table ronde réunit environ 120 administrations municipales, associations communautaires, groupes confessionnels et organisations non gouvernementales. Les membres se consacrent à la recherche, à la sensibilisation du public et à la coordination d'activités touchant les problèmes découlant de l'exploitation minière au El Salvador. Il s'agit également de la principale tribune où se tiennent les débats publics sur l'avenir de l'industrie minière dans ce pays. C'est aussi dans ce cadre qu'il a été décidé, à l'issue d'une récente controverse, de refuser à la société minière canadienne Pacific Rim la licence pour l'exploitation de la mine El Dorado.

Quatre membres d'un groupe criminel ont été accusés du meurtre de M. Rivera, dont un compte rendu des circonstances a été diffusé par le procureur général. Selon cette version des faits, sa mort résulterait d'une dispute avec les membres qui aurait eu lieu après que tous eurent consommé beaucoup d'alcool.

Ceux qui connaissaient M. Rivera ont pour la plupart contesté une telle affirmation. Ils ont assuré que M. Rivera n'a jamais eu affaire à ces gens et ont conclu que le motif du meurtre était lié directement à son travail de défenseur des droits de la personne.

Les groupes de la société civile au El Salvador se disent inquiets que les autorités fassent généralement peu de cas de cette sorte d'assassinat en les attribuant à la violence de groupes criminels. Or, ces épisodes, qui rappellent les crimes commis par les escadrons de la mort liés au parti ARENA, se produisent de plus en plus au El Salvador.

L'année dernière à Ottawa, des députés et de hauts fonctionnaires canadiens ont rencontré Bernardo Beloso, un collègue de M. Rivera. Il était venu au nom de la *Mesa Nacional Frente a la Minería Metalica* dans le but de transmettre les préoccupations de la table ronde quant à la viabilité de l'industrie minière au El Salvador et au rôle des prospecteurs canadiens dans son pays. Le GOPA avait alors facilité les contacts avec les hauts dirigeants et les membres du Parlement. Si les membres du GOPA ne prennent pas position dans le débat sur la viabilité de l'industrie minière au El Salvador, ils croient cependant qu'il faut tenir un débat public sur cet enjeu, lequel devrait se dérouler librement dans le pays. Or, il est évident qu'un tel débat ne peut avoir lieu alors que les militants et défenseurs des droits de la personne sont la cible de gangs similaires aux escadrons de la mort.

Nous partageons les craintes de nos collègues du El Salvador voulant que le meurtre de M. Rivera soit lié à ses activités en faveur des droits de la personne et à son travail au sein de la table ronde, et nous demandons que l'enquête se poursuive en vue de déterminer les véritables circonstances de sa mort.

Nous demandons notamment au gouvernement du Canada qu'il en appelle au gouvernement salvadorien pour que ce dernier veille à ce que le bureau du procureur général mène le plus rapidement possible une enquête exhaustive et impartiale sur l'assassinat de Marcelo Rivera, et prenne des mesures particulières pour s'assurer que les procureurs désignés n'ont pas été soupçonnés de non-conformité aux procédures dans des causes antérieures prétendument liées à des questions politiques. À l'issue de l'enquête, les coupables devraient faire l'objet d'une poursuite judiciaire.

L'enquête devrait en outre indiquer si M. Rivera a été assassiné à cause de sa réputation de défenseur des droits de la personne ou de son soutien aux personnes dont les droits sont bafoués et la terre, livrée à l'exploitation minière par des étrangers.

Nous vous saurions gré de bien vouloir soulever ces questions cruciales et, dans l'attente d'une prompte réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, nos salutations distinguées

Jim Hodgson  
Coprésident du GOPA

Nadia Faucher  
Coprésidente du GOPA

c.c.

Rafael Angel Alfaro Pineda, ambassadeur du El Salvador au Canada

Claire A. Poulin, ambassadrice du Canada au El Salvador

Bob Rae, porte-parole, Affaires étrangères, Parti libéral du Canada

Francine Lalonde, porte-parole, Affaires étrangères, Bloc Québécois

Paul Dewar, porte-parole, Affaires étrangères, Nouveau Parti démocratique

Alexandre Lévêque, directeur, Antilles, Amérique centrale et Politique régionale,  
MAECI

Barbara Curran, directrice, Direction de l'Amérique centrale, Agence canadienne de  
développement international

Michael Kaduck, directeur, Groupe des opérations de maintien de la paix et de paix,  
Affaires étrangères et Commerce international Canada

Claude Beauséjour, gestionnaire de programme (Nicaragua, Costa Rica, Guatemala, El  
Salvador), Agence canadienne de développement international